

© OECD, 2002.

© Software: 1987-1996, Acrobat is a trademark of ADOBE.

All rights reserved. OECD grants you the right to use one copy of this Program for your personal use only. Unauthorised reproduction, lending, hiring, transmission or distribution of any data or software is prohibited. You must treat the Program and associated materials and any elements thereof like any other copyrighted material.

All requests should be made to:

Head of Publications Service,
OECD Publications Service,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

© OCDE, 2002.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,
Service des Publications de l'OCDE,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

Allemagne

L'activité a pratiquement marqué le pas en 2002. L'investissement fixe a encore reculé et la consommation privée s'est contractée mais ces tendances ont été compensées par la croissance persistante, quoique faible, des exportations. La demande intérieure s'étant légèrement raffermie à la fin de l'année, il est possible que le ralentissement de la conjoncture ait commencé à s'inverser. Il semble néanmoins probable que l'économie ne progressera que très lentement tout au long de 2003, la consommation et l'investissement restant très modérés et les exportations n'ayant guère de chances de se raffermir sensiblement avant 2004. Le chômage devrait demeurer élevé. La reprise s'élargissant en 2004, on prévoit que la croissance du PIB s'accélérera pour s'établir aux alentours de 1¾ pour cent, soit un taux légèrement supérieur au potentiel.

En 2002, le déficit total des administrations publiques s'est établi à 3.6 pour cent du PIB, et – sur la base de la législation en vigueur – restera supérieur à 3 pour cent en 2003. Il est nécessaire de procéder à une réforme cohérente des dépenses pour réduire le déficit structurel et faire en sorte que l'économie connaisse une croissance plus soutenue. De plus, le ralentissement de l'expansion économique rend d'autant plus nécessaire une réforme en profondeur pour accroître la flexibilité des marchés du travail et améliorer les incitations au travail. Le gouvernement a annoncé d'importantes mesures dans ce sens, qu'il faudrait mettre en œuvre aussi rapidement que possible.

L'économie allemande n'a pratiquement pas progressé en 2002, en raison de la faiblesse de la demande intérieure. La consommation privée s'est contractée et l'investissement en machines et outillage ainsi que la construction sont restés profondément déprimés tout au long de l'année. Les exportations n'ont que modérément progressé mais, les importations reculant, l'amélioration du solde extérieur a pratiquement neutralisé le repli de la demande intérieure. Cette dernière s'est légèrement raffermie vers la fin de l'année et les opérations de déstockage paraissent s'être ralenties, ce qui donne à penser que le fléchissement de la conjoncture pourrait avoir commencé à s'inverser.

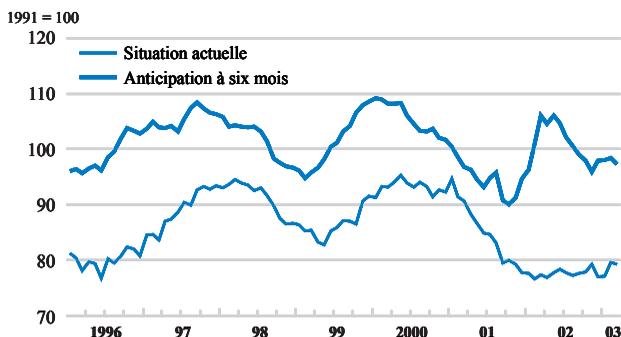
L'activité économique est très faible...

Si l'on en croit également les indicateurs précurseurs, le cycle conjoncturel pourrait avoir touché son point le plus bas, mais l'activité restera probablement peu soutenue pendant les mois à venir. La confiance des entreprises demeure déprimée en raison de l'ampleur des incertitudes concernant l'évolution économique. Les

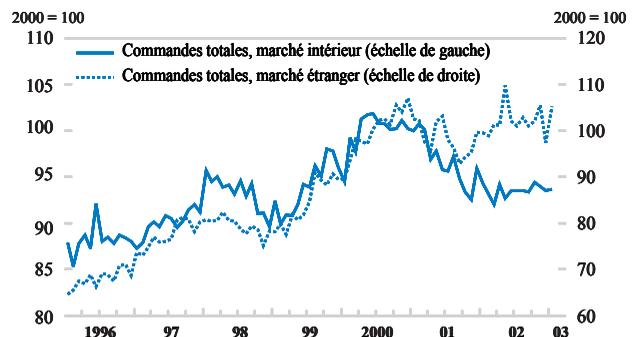
... mais la phase décroissante du cycle semble avoir touché à sa fin

Allemagne

Les anticipations des entreprises sont toujours faibles¹



Les commandes intérieures se sont stabilisées²



1. Industries, Allemagne occidentale.

2. Industries, en volume.

Source : Ifo Institut für Wirtschaftsforschung ; Deutsche Bundesbank.

Allemagne : Emploi, revenu et inflation

Pourcentages de variation

	2000	2001	2002	2003	2004
Emploi	1.8	0.4	-0.6	-1.0	0.0
Taux de chômage ^{a)}	7.3	7.3	7.8	8.3	8.3
Rémunération des salariés	3.9	1.9	0.9	1.5	2.0
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1.0	1.3	0.7	1.2	0.2
Revenu disponible des ménages	2.9	3.8	1.0	1.3	2.1
Déflateur du PIB	-0.3	1.4	1.6	0.8	0.6
Indice des prix à la consommation	1.5	2.1	1.3	0.8	0.4
Déflateur de la consommation privée	1.5	1.9	1.4	0.8	0.4

a) En pourcentage de la population active.

Source : OCDE.

incertitudes sont renforcées par les fluctuations des anticipations concernant les mesures d'assainissement budgétaire. Les commandes intérieures se sont stabilisées mais les commandes d'exportation sont encore très fluctuantes. Le sentiment des consommateurs reste déprimé à des niveaux jamais vus depuis plus de cinq ans, en raison de la montée du chômage et des effets négatifs exercés sur les revenus par les relèvements des impôts indirects et la forte hausse des prix des combustibles.

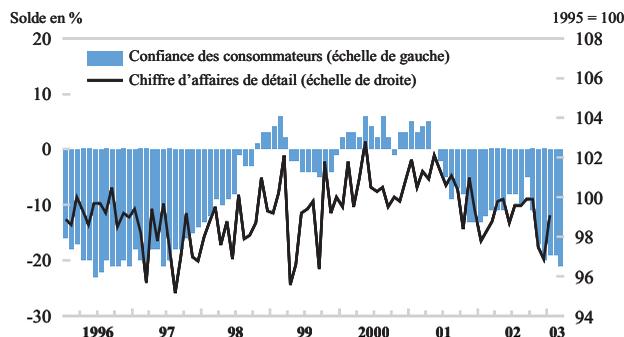
L'emploi continue de reculer

L'emploi continue de baisser et le chômage de s'aggraver malgré le ralentissement des taux d'activité. Néanmoins, les récents accords de salaire conclus dans le secteur public confirment l'accélération de la progression des rémunérations à la suite des négociations de salaire menées l'an dernier dans d'importants secteurs de l'économie, notamment la métallurgie et l'ingénierie ainsi que l'industrie chimique. Le gouvernement a entrepris de prendre des mesures pour remédier aux problèmes du marché du travail de l'Allemagne. Au début de l'année, une nouvelle législation est entrée en vigueur, dont le but est d'améliorer l'efficacité du service public de l'emploi et d'assouplir les possibilités d'emploi ponctuel. Le gouvernement a ensuite

Allemagne

Le chômage a accéléré¹

1. Données désaisonnalisées, chômage déclaré.
Source : Deutsche Bundesbank ; OCDE.

La confiance des consommateurs est déprimée

Allemagne : Indicateurs financiers

	2000	2001	2002	2003	2004
Taux d'épargne des ménages ^a	9.8	10.1	10.4	10.5	10.8
Solde financier des administrations publiques ^b	1.1 ^c	-2.8	-3.6	-3.7	-3.3
Balance des opérations courantes ^b	-1.1	0.2	2.5	2.9	3.2
Taux d'intérêt à court terme ^d	4.4	4.2	3.3	2.3	2.3
Taux d'intérêt à long terme ^e	5.3	4.8	4.8	4.2	4.3

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Comprend les recettes provenant de la vente de licences de téléphonie mobile (environ 2.5 pour cent du PIB).

d) Taux interbancaire à 3 mois.

e) Obligations d'État à 10 ans.

Source : OCDE.

annoncé en mars d'importantes mesures pour accroître la flexibilité du marché du travail et renforcer les incitations au travail et à l'embauche. Des commissions ont également été créées pour préparer des réformes visant à améliorer l'efficacité et la viabilité des systèmes de santé et de pension.

L'indice des prix à la consommation harmonisé s'est stabilisé aux alentours de 1¼ pour cent en glissement annuel depuis l'été 2002, malgré la hausse des prix du pétrole et les relèvements des impôts indirects au début de l'année. L'inflation sous-jacente – déduction faite de l'énergie et des produits alimentaires – a accusé une décélération pendant la même période, en raison de l'appréciation de l'euro et de la faiblesse de la demande. La poursuite de la désinflation entraînera probablement une hausse des taux d'intérêt réels à court terme qui pourrait freiner l'activité économique. Les prêts bancaires ont marqué le pas en termes nominaux. Outre l'atonie de l'activité

Les conditions monétaires pourraient freiner l'activité économique

Allemagne : Demande et production

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	Prix courants milliards d'euros	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	1 156.5	1.4	1.5	-0.6	0.5	1.4
Consommation publique	378.8	1.2	0.8	1.5	0.8	0.4
Formation brute de capital fixe	426.1	2.5	-5.3	-6.7	-0.5	1.8
Secteur public	37.8	-2.9	-3.4	-5.7	1.8	-3.5
Secteur privé : résidentiel	143.5	-2.6	-7.1	-5.9	-0.1	-1.4
Secteur privé : autres	244.9	6.2	-4.5	-7.3	-1.1	4.2
Demande intérieure finale	1 961.4	1.6	-0.2	-1.5	0.4	1.3
variation des stocks ^a	0.9	0.2	-0.6	0.1	0.2	0.3
Demande intérieure totale	1 962.3	1.8	-0.8	-1.5	0.6	1.6
Exportations de biens et services	587.0	13.7	5.0	2.6	3.2	6.0
Importations de biens et services	570.7	10.5	1.0	-2.1	4.3	6.1
exportations nettes ^a	16.3	1.0	1.4	1.6	-0.2	0.2
PIB aux prix du marché	1 978.6	2.9	0.6	0.2	0.3	1.7
<i>Pour mémoire</i>						
Investissement en équipement et outillage	181.0	9.3	-4.4	-7.7	0.7	5.4
Investissement en construction	245.2	-2.6	-6.0	-5.9	-1.5	-1.3

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : OCDE.

Allemagne : Indicateurs extérieurs

	2000	2001	2002	2003	2004
	Milliards de \$				
Exportations de biens	550.2	571.3	614.5	718	773
Importations de biens	491.8	480.6	491.2	578	623
Balance commerciale	58.4	90.7	123.3	140	150
Solde des invisibles	- 78.9	- 87.1	- 73.0	- 73	- 75
Balance des opérations courantes	- 20.5	3.5	50.3	67	75
	Pourcentages de variation				
Exportations de biens en volume ^a	12.8	4.7	4.4	4.4	6.0
Importations de biens en volume ^a	9.9	2.4	- 0.3	4.8	6.3
Résultats à l'exportation ^b	- 0.2	3.6	1.7	- 0.1	- 2.3
Termes de l'échange	- 5.7	2.0	2.4	0.2	0.2

a) Statistiques douanières.

b) Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens.

Source : OCDE.

économique, la raison pourrait en être un certain durcissement de l'offre de crédit du fait de la dégradation des profits et des bilans bancaires, essentiellement imputable à l'accélération des faillites parmi les entreprises industrielles.

Le déficit des administrations publiques a dépassé 3 pour cent du PIB en 2002...

Le déficit budgétaire des administrations publiques s'est dégradé de $\frac{3}{4}$ point de pourcentage en 2002 pour s'établir à 3.6 pour cent du PIB, dépassant largement l'objectif d'assainissement des pouvoirs publics et déclenchant une procédure de déficit excessif. Outre un déficit structurel déjà élevé, le sensible creusement de l'écart de production, la persistance d'importantes moins-values fiscales et le déficit non négligeable des caisses d'assurance maladie ont été les principaux facteurs responsables de cette aggravation.

... et il restera élevé en l'absence de nouvelles mesures

Le gouvernement a présenté un train de mesures d'assainissement qui doit permettre de ramener le déficit des administrations publiques à moins de 3 pour cent de PIB en 2003, même si la majeure partie des initiatives prévues n'a pas encore été approuvée par la deuxième chambre du parlement. C'est le cas de différentes dispositions destinées à accroître le produit des impôts sur le revenu et sur les entreprises ainsi que celui des impôts indirects, notamment une amnistie pour inciter au rapatriement de l'épargne transférée à l'étranger à des fins de fraude fiscale. Sur la base de la législation en vigueur et des tendances récemment observées dans le sens de l'assainissement – notamment des réductions des effectifs et des subventions de l'État ainsi que des investissements (déduction faite des dépenses engagées pour aider les victimes des inondations) – l'OCDE prévoit que le déficit structurel s'améliorera d'environ $\frac{1}{2}$ point de pourcentage en 2003. Néanmoins, l'écart de production se creusant encore et la croissance étant probablement inférieure aux prévisions officielles, on ne prévoit pour cette année aucune réduction du déficit des administrations publiques en l'absence de nouvelles mesures d'assainissement. En 2004, le déficit reviendra probablement aux alentours de $3\frac{1}{4}$ pour cent.

L'activité demeurera probablement peu soutenue en 2003

L'activité demeurant vraisemblablement peu soutenue pendant la majeure partie de l'année 2003, la croissance moyenne sur l'ensemble de l'année devrait être inférieure à $\frac{1}{2}$ pour cent. L'inflation se ralentira, sans doute encore, malgré une plus forte progression des salaires. Bien que l'accélération des augmentations de salaires et la

décru de l'inflation aient des effets positifs sur les revenus disponibles réels toutes choses égales d'ailleurs, la consommation privée restera vraisemblablement peu dynamique pendant encore quelques trimestres, le chômage continuant de monter et la confiance des consommateurs étant déprimée. L'investissement dans le secteur de la construction est passagèrement stimulé au premier semestre de 2003 par les mesures d'aide aux victimes des inondations, mais il devrait reculer à nouveau par la suite. On prévoit un raffermissement du commerce mondial au second semestre de l'année, l'accélération des exportations étant le principal élément moteur de l'économie tant en 2003 qu'en 2004. La consommation se renforcera progressivement dans la mesure où les délestages de main-d'œuvre arriveront à leur terme, et la reprise sera soutenue par des réductions de l'impôt sur le revenu en 2004. Du fait de l'accroissement de la demande intérieure et étrangère, l'investissement en machines et outillage s'inscrira lui aussi en hausse. La reprise gagnant l'ensemble de l'économie en 2004, le taux de croissance devrait monter à quelque 1¼ pour cent, soit légèrement au-dessus du potentiel.

Les risques extérieurs concernent le rythme auquel se dissiperont les tensions internationales. Néanmoins, si les profondes réformes du marché du travail étaient menées à bien et si le secteur public faisait lui aussi rapidement l'objet d'une réforme, la confiance des entreprises pourrait se raffermir et les taux d'investissement pourraient être plus élevés que prévu. En revanche, si le pourcentage des créances douteuses se révélait plus élevé qu'on ne le pense, l'offre de crédit pourrait se durcir, ce qui aurait des effets négatifs sur l'activité.

Les risques qui entourent ces prévisions ne sont pas négligeables

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE*

N° 72, décembre 2002

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique
La persistance de l'inflation dans la zone euro

N° 71, juin 2002

Conséquences économiques du terrorisme
Les changements en cours du cycle économique
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

N° 70, décembre 2001

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics
L'investissement en capital humain via l'enseignement et la formation postobligatoires
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

N° 69, juin 2001

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des microdonnées

N° 68, décembre 2000

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE
Prix des logements et activité économique
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

N° 67, juin 2000

La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels
Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE
Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique
Performance récente du marché du travail et réformes structurelles
La politique monétaire dans un environnement financier en mutation

N° 66, décembre 1999

L'ampleur et le rôle des stabilisateurs budgétaires automatiques
La valorisation du travail
La gestion de la dette publique à la croisée des chemins
Profil international de la réglementation des marchés de produits

N° 65, juin 1999

Évolution du marché du travail et stratégie de l'OCDE pour l'emploi
Les défis de politique économique liés au changement climatique
Le point sur les mouvements de capitaux vers les économies de marché émergentes

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : Une reprise graduelle mais peu spectaculaire	vii	
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique	1	
Vue d'ensemble : une reprise lente	1	
Nature du cycle et risques géopolitiques	2	
Vents contraires sur les marchés financiers et cycle d'investissement	5	
Vigueur et dynamique générale de la reprise	10	
Les risques baissiers dominant toujours	18	
Enjeux de politique macroéconomique	21	
Accélérer la réforme structurelle pour stimuler la croissance et renforcer la résilience face aux chocs	31	
<i>Appendice</i> : Le scénario de référence à moyen terme	35	
II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE	41	
États-Unis..... 41	Corée 84	Norvège 113
Japon 46	Danemark 87	Nouvelle-Zélande 116
Allemagne 51	Espagne 89	Pays-Bas 119
France..... 56	Finlande 92	Pologne 122
Italie 60	Grèce 95	Portugal..... 125
Royaume-Uni..... 65	Hongrie..... 98	République slovaque..... 128
Canada..... 70	Irlande..... 101	République tchèque..... 131
Australie..... 75	Islande..... 104	Suède 134
Autriche..... 78	Luxembourg..... 107	Suisse 137
Belgique..... 81	Mexique..... 110	Turquie..... 139
III. Évolutions dans un certain nombre d'économies non membres	143	
Chine	145	
Fédération de Russie	146	
Brésil	148	
IV. Après la bulle des télécommunications	151	
Introduction.....	151	
Un retournement de situation.....	152	
Implications pour l'action des pouvoirs publics	160	
V. Politiques structurelles et croissance	169	
Introduction.....	169	
Tendances divergentes de la croissance	169	
Facteurs contribuant aux différences dans l'utilisation des ressources de main-d'œuvre	172	
Facteurs contribuant aux différences d'intensité de la formation de capital physique et humain	180	
Facteurs contribuant aux différences en matière de progrès technologique	186	
VI. Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE	193	
Introduction.....	193	
Profils de l'IDE	194	
Investissement direct étranger et échanges	198	
VII. Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE	203	
Introduction.....	203	
Les différents types d'obstacles à l'IDE	204	
Degré d'ouverture des pays de l'OCDE à l'égard de l'IDE en provenance de l'étranger vers 1998-2000.....	206	
La libéralisation de l'IDE depuis 1980	208	

VIII. Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger	211
Introduction	211
Politiques et autres déterminants de l'investissement direct étranger	212
Effets de la réforme des politiques sur l'investissement étranger	217

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE	223
--	-----

Annexe statistique	225
Classification des pays	226
Mode de pondération pour les données agrégées	226
Taux de conversion irrévocable de l'euro	226
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence	227
Tableaux annexes	229

Encadrés

I.1. Qu'en est-il du surinvestissement ?	8
I.2. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales	11
I.3. Conséquences économiques de la diffusion du syndrome respiratoire aigu sévère	21
I.4. Réévaluation des soldes corrigés des variations cycliques	26
I.5. Hypothèses sous-tendant le scénario de référence à moyen terme	36
IV.1. La réforme réglementaire des marchés des télécommunications dans la zone OCDE	153
IV.2. Nouvelles technologies des télécommunications	155
VI.1. Investissement direct étranger : définition et sources de données	193
VI.2. Le commerce extérieur et les différents types d'IDE	200
VII.1. Accords internationaux sur l'investissement	204
VII.2. Indicateurs des restrictions à l'IDE	205
VIII.1. Politiques et IDE : l'analyse empirique de l'OCDE	212

Tableaux

I.1. Croissance de la production	1
I.2. Prix du pétrole et des autres produits de base	10
I.3. Prévisions de croissance de la production à très court terme	13
I.4. Contributions aux variations du PIB en volume	14
I.5. Zone euro : résumé des prévisions	15
I.6. Productivité du travail, chômage, écarts de production et inflation	16
I.7. Commerce international et balances courantes en bref	17
I.8. Soldes financiers des administrations publiques	25
I.9. Dynamisme et résilience de la croissance dans les grands pays de l'OCDE	32
I.10. Résumé du scénario de référence à moyen terme	37
I.11. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme	38
I.12. Croissance du PIB potentiel et de ses composantes	39
III.1. Prévisions pour la Chine	145
III.2. Prévisions pour la Fédération de Russie	147
III.3. Prévisions pour le Brésil	149
IV.1. Allocation des licences 3G dans les pays de l'OCDE	165
V.1. Croissance tendancielle moyenne du PIB par habitant sur certaines périodes	170
V.2. Dépense à différents niveaux d'éducation	185
VIII.1. Stocks d'IDE : effet théorique de la levée des restrictions à l'IDE	219

Graphiques

I.1. Tensions et incertitudes dans l'économie mondiale, printemps 2003	4
I.2. Variabilité de la croissance de la production et de l'investissement	7
I.3. Investissement privé aux États-Unis et dans la zone euro	9

I.4. Marges et taux d'utilisation	9
I.5. Taux de change effectifs réels	12
I.6. Épargne et investissement aux États-Unis	20
I.7. Utilisation des ressources, inflation et taux d'intérêt.....	22
I.8. Le budget fédéral américain en perspective à deux années d'intervalle.....	28
I.9. Déficit prévu et écart de taux d'intérêt aux États-Unis	29
IV.1. Structure du marché des réseaux fixes dans la zone OCDE	154
IV.2. Cours des actions de certains opérateurs télécom	156
IV.3. Taux de défauts de paiement en moyenne mobile sur 12 mois dans le secteur des télécommunications et dans l'ensemble du secteur industriel	157
IV.4. Taux d'utilisation des capacités des fournisseurs d'équipements de communications	158
IV.5. Abonnés au téléphone et à Internet dans la zone de l'OCDE	159
IV.6. Contribution des services de télécommunications à l'inflation sous-jacente dans la zone euro.....	161
IV.7. Taux de pénétration des réseaux à large bande dans les pays de l'OCDE, juin 2002	162
V.1. Sources de la croissance du PIB tendanciel par habitant.....	171
V.2. Sources de la croissance de l'utilisation des ressources de main-d'œuvre	173
V.3. Estimations des taux de compensation bruts et nets	176
V.4. Variations des taux de chômage de longue durée et de chômage structurel.....	179
V.5. Investissement en TIC dans certains pays de l'OCDE	181
V.6. Investissement en capital-risque par stade de développement.....	182
V.7. Pourcentage de la population ayant atteint un certain niveau d'instruction, 2001	184
V.8. Croissance de la productivité multifactorielle sur certaines périodes.....	187
V.9. Dépenses de R-D dans les pays de l'OCDE	189
VI.1. Flux d'IDE au sein de la zone OCDE.....	194
VI.2. Répartition des stocks d'IDE dans la zone de l'OCDE en 1998	195
VI.3. Stocks d'IDE dans les pays de l'OCDE, années 80 et 90.....	196
VI.4. Activité des filiales étrangères dans certains pays de l'OCDE, années 90.....	198
VI.5. Part en pourcentage de l'emploi des filiales étrangères dans certains secteurs.....	199
VII.1. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1998/2000 : répartition selon diverses restrictions	207
VII.2. Configuration transsectorielle des restrictions à l'IDE, 1998/2000.....	208
VII.3. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1980-2000.....	209
VII.4. Évolution des restrictions à l'IDE dans certains secteurs, 1981-1998.....	209
VIII.1. Contributions des politiques et d'autres facteurs aux différences internationales entre les stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger, 1980-2000	213
VIII.2. Activités des filiales étrangères et restrictions à l'IDE dans certains secteurs	215
VIII.3. Réglementation des marchés de produits et stocks d'IDE, 1990-1998	217
VIII.4. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger	218
VIII.5. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger : possibilité d'améliorer l'intégration	220

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
–	Sans objet		

Résumé des prévisions^a

	2002	2003	2004	2002		2003		2004	
				I	II	I	II	I	II
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
PIB en volume									
États-Unis	2.4	2.5	4.0	3.5	2.7	1.7	3.8	4.1	3.8
Japon	0.3	1.0	1.1	1.0	3.5	0.0	0.6	1.2	1.4
Zone euro	0.9	1.0	2.4	1.1	1.1	0.9	1.4	2.6	2.9
Union européenne	1.0	1.2	2.4	1.2	1.4	1.0	1.5	2.6	2.8
OCDE total	1.8	1.9	3.0	2.5	2.4	1.4	2.4	3.2	3.2
Demande intérieure totale en volume									
États-Unis	3.0	2.8	4.0	4.2	3.3	2.1	3.8	4.2	3.8
Japon	-0.3	0.5	0.4	-0.4	3.2	-0.6	-0.2	0.5	0.7
Zone euro	0.3	1.1	2.4	0.4	1.0	1.0	1.5	2.6	2.9
Union européenne	0.7	1.3	2.5	0.7	1.5	1.1	1.6	2.8	3.0
OCDE total	1.9	2.0	2.9	2.4	2.8	1.4	2.4	3.1	3.1
En pourcentage									
Inflation^b									
États-Unis	1.1	1.6	1.3	0.9	1.3	2.0	1.2	1.5	1.3
Japon	-1.7	-2.2	-1.8	-1.7	-2.6	-2.1	-1.8	-1.8	-1.8
Zone euro	2.4	1.9	1.7	2.5	2.1	1.9	1.8	1.6	1.6
Union européenne	2.5	1.9	1.8	2.8	2.1	1.9	1.9	1.8	1.8
OCDE <i>moins</i> la Turquie	1.4	1.3	1.2	1.5	1.2	1.5	1.2	1.2	1.2
OCDE total	2.1	1.7	1.4	2.0	1.7	1.9	1.5	1.4	1.3
En pourcentage de la population active									
Chômage									
États-Unis	5.8	6.0	5.8	5.7	5.8	6.0	6.1	5.9	5.7
Japon	5.4	5.7	5.7	5.3	5.4	5.6	5.8	5.7	5.7
Zone euro	8.2	8.8	8.7	8.1	8.3	8.7	8.8	8.8	8.6
Union européenne	7.6	8.0	7.9	7.5	7.7	8.0	8.1	8.0	7.9
OCDE total	6.9	7.2	7.0	6.8	7.0	7.1	7.2	7.1	6.9
En pourcentage du PIB									
Balance courante									
États-Unis	-4.8	-5.4	-5.5	-4.6	-5.0	-5.4	-5.4	-5.5	-5.5
Japon	2.8	3.1	3.9	3.0	2.6	2.9	3.4	3.8	4.1
Zone euro	1.1	1.4	1.4	0.9	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4
Union européenne	0.9	1.0	1.0	0.7	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9
OCDE total	-1.1	-1.2	-1.2	-1.0	-1.1	-1.2	-1.1	-1.1	-1.1
En pourcentage									
Taux d'intérêt à court terme^c									
États-Unis	1.8	1.4	3.0	1.9	1.6	1.3	1.4	2.6	3.5
Japon	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Zone euro	3.3	2.3	2.3	3.4	3.3	2.5	2.1	2.1	2.5
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
Commerce mondial^d									
	3.6	5.9	8.8	5.9	7.9	4.1	7.5	9.3	9.4

Note: Sauf pour le chômage et les taux d'intérêts, les données semi-annuelles sont désaisonnalisées, taux annuels.

a) Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

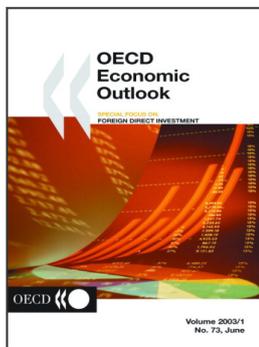
- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;
- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 26 mars 2003 ; en particulier 1 dollar = 120.10 yen et 0.936 euros ;
- les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 4 avril 2003.

b) Indice implicite des prix du PIB, pourcentages de variation par rapport à la période précédente.

c) États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificats de dépôt de 3 mois ; zone euro : taux interbancaires à 3 mois. Voir encadré Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.

d) Taux de croissance de la moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales de marchandises en volume.

Source : OCDE.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2003), « Allemagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-6-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.